

Jean Goldzink

VOLTAIRE ET *L'ESPRIT DES LOIS*

Le châtelain édenté de Ferney, devenu Ferney-Voltaire, ne passe pas pour un grand philosophe de l'Histoire, bien qu'il ait inventé l'expression (1765<sup>1</sup>). Encore moins pour un penseur politique d'envergure. Je ne me propose pas ici de combattre cette opinion raisonnable, ni même de l'approuver. Peut-être vaut-il mieux en chercher les raisons. Comment en effet comprendre qu'une intelligence aussi exceptionnelle, d'une culture philosophique et historique si considérable, paraisse à ce point menue et mesquine au regard d'un Montesquieu et d'un Rousseau ? Accuser les Lumières et les salons aristocratiques ne sert de rien, Diderot et Montesquieu ne les dédaignaient pas, et Voltaire passait sa vie à travailler. Que n'a-t-il pas lu, en retenant tout dans sa prodigieuse mémoire ? On s'approche plus près du problème en évoquant la fureur satirique qui fait sa gloire, sinon toute son œuvre. Mais ce serait prendre l'effet pour la cause. Pourquoi en effet toute métaphysique, toute construction politique systématique déclenche-t-elle irrésistiblement son ire comique ? Invoquer le tempérament, l'esprit qui nie et détruit, crache d'instinct sur toute pensée sublime, fait tourner en rond – il est vrai en bonne compagnie. Vertu dormitive de l'opium.

On pourrait aborder l'attitude voltairienne devant *l'Esprit des lois* par ses commentaires explicites, pas toujours amènes ; par ses propres pensées politiques, qui nous feraient galoper dans l'immense corpus. Je choisis une voie plus courte, soit quelques pages jetées à la fin d'un gros ouvrage. Puisque Montesquieu veut donner des lois à l'Histoire, que pense l'historien Voltaire quand il s'accorde le loisir de philosopher ?

ÉNERGIE ET SCEPTICISME

Tournons-nous vers la conclusion de *l'Essai sur les mœurs et l'esprit des nations* (1756), traversée des siècles qui fait suite et contrepoids au *Discours sur l'Histoire*

---

1. *La Philosophie de l'histoire*, 1765, survol des temps antiques, fut ensuite placée en tête de *l'Essai sur les mœurs*.

*Annuaire de l'Institut Michel Villey - Volume 2 - 2010*

*universelle* de Bossuet, soit de Charlemagne aux temps modernes (mais en ne négligeant plus l'Orient lointain). Quelles leçons tire-t-on de cet immense parcours, au chapitre 197, *Résumé de toute cette histoire jusqu'au temps où commence le beau siècle de Louis XIV* ? Il s'agit en effet, après avoir vu « les faits et les mœurs », d'en examiner le « profit », pour une raison rassasiée de carnages et d'absurdités.

Première leçon : « Un lecteur sage s'apercevra aisément qu'il ne doit croire que les grands événements qui ont quelque vraisemblance », en éliminant l'amas affligeant des « fables ». Suivent sur plus de deux pages des exemples de fictions incroyables, et pourtant crues. (On sait que Montesquieu fut accusé de trop de crédulité à l'égard des récits de voyages. Et donc d'avoir imaginé des explications rationnelles pour des faits imaginaires).

Seconde instruction : « Il est aisé de remarquer combien les mœurs ont changé dans presque toute la terre depuis les inondations des barbares jusqu'à nos jours ». Les arts eurent beau renaître un peu à partir du XII<sup>e</sup> siècle, « les plus lâches et les plus absurdes superstitions » abrutissaient l'Europe. « Barbaries ridicules » et « barbaries sanglantes des guerres de religion ». (Je ne prétends pas que Voltaire songe ici expressément à Montesquieu. Mais cette conception heurte de front l'immuable fixité despotique de *l'Esprit des lois*, tandis que l'ouvrage avait précisément pour objet d'exclure l'absurdité, odieuse ou ridicule. Quant au Moyen Âge, l'opposition est radicale).

Troisième profit : « Il faut donc avouer qu'en général toute cette histoire est un ramas de crimes, de folies, et de malheurs, parmi lesquels nous avons vu quelques vertus, quelques temps heureux ». Au Moyen Âge, l'homme qui « mérita le plus du genre humain, fut le pape Alexandre III. [...] Il ressuscita les droits des peuples, et réprima le crime dans les rois ». Par droits des peuples, entendons la suppression presque générale, sauf en Europe centrale et orientale, de l'esclavage roturier. (L'esclavage roturier ne bouleverse pas le baron de La Brède, il se contente de noter que la monarchie avait en elle la capacité de faire progressivement sa place légitime au Tiers État, interdite au départ par les circonstances).

Quatrième acquis : « On croirait, sur la foi de quelques dissertateurs qui raccommoient tout à leurs idées, que les républiques furent plus vertueuses, plus heureuses que les monarchies ». Venise, Gênes, Pise, Florence démontrent le contraire (et ridiculisent Rousseau, voire Montesquieu. Mais la Conclusion d'un ouvrage tel que *l'Essai* abandonne au lecteur la désignation des « dissertateurs »).

Cinquième réflexion : pourquoi l'Europe a-t-elle cependant cultivé les arts utiles et agréables, au rebours de l'empire turc ? En raison d'un « caractère » spécifique inscrit dans ses *mœurs* et son *génie*, mais absent en Tartarie et en Thrace. C'est que « Trois choses influent sans cesse sur l'esprit des hommes : le climat, le gouvernement, et la religion ; c'est la seule manière d'expliquer

l'énigme de ce monde ». (Les treize rapports de *l'Esprit des lois*, 1, 3, sont donc ramenés à trois : le physique, le politique, le religieux. Mais que veut dire exactement « sans cesse » ? Du fixe ou du perpétuellement changeant ? On notera aussi le quasi-oxymore : « expliquer l'énigme de ce monde », et l'on comparera avec l'exultation de la préface de *l'Esprit des lois*, quand la découverte des « principes » éclaira d'un coup tous les faits).

Sixième constat : des contrées autrefois policées sont tombées en décadence, « il s'est formé des peuples presque sauvages, tant en Europe qu'en Asie », les Turcs ne bâtissent pas de villes, laissent tout dépérir. (Cette constatation, faite également par Hume, oblitère la toute-puissance du climat, sans que Voltaire daigne en tirer la conséquence. On remarque à nouveau que Voltaire ne parle pas des Orientaux, mais seulement des Turcs. Il refuse donc de mettre en rapport l'impéritie d'un peuple avec un régime politique – le despotisme – et/ou une religion. La décadence est d'ailleurs présentée comme un phénomène universel, une loi de l'Histoire – sans statut chez Montesquieu. Car on ne saurait la confondre avec ce que *l'Esprit des lois* appelle la corruption).

Septième observation : « Il n'est rien dans l'Asie qui ressemble à la noblesse d'Europe ». « L'auteur de *l'Esprit des lois* dit qu'il n'y a point de républiques en Asie »<sup>2</sup>. « Cependant cent hordes de Tartares, et des peuplades d'Arabes, forment des républiques errantes », et « il y eut autrefois des républiques très florissantes et supérieures à celles de la Grèce, comme Tyr et Sidon »<sup>3</sup>. En conséquence, « Il est bien délicat de chercher les raisons physiques des gouvernements ; mais surtout il ne faut pas chercher la raison de ce qui n'est point ». En fait, « La plus grande différence entre nous et les Orientaux est la manière dont nous traitons les femmes » : elles ne règnent pas en Asie, des eunuques les gardent, nos castrats se contentent de chanter. À vrai dire, « Tout diffère entre eux et nous : religion, police, gouvernement, mœurs, nourriture, vêtements, manière d'écrire, de s'exprimer, de penser ». Mais nous partageons « cet esprit de guerre, de meurtre, et de destruction, qui a toujours dépeuplé la terre », bien qu'il soit moins fort en Inde et en Chine que chez nous. (Cette fois, Montesquieu est nommément accusé : mépris des faits ; imagination philosophique ; métaphysique physicaliste. Tous reproches qui définissent une pente d'esprit non lockéenne : voir la XIII<sup>e</sup> *Lettre philosophique* sur Locke, l'expérimentateur prudent et modeste opposé à Descartes et à la tradition philosophique des *sublimes raisonneurs*, des inventeurs de romans philosophiques, appelés *systèmes*).

---

2. Montesquieu, *Lettres persanes*, 131.

3. Montesquieu évoque ces colonies au Livre XI, 8 de *l'Esprit des lois*.

*Annuaire de l'Institut Michel Villey - Volume 2 - 2010*

Huitième remarque : « Au milieu de ces saccagements [...], nous voyons un amour de l'ordre qui anime en secret le genre humain, et qui a prévenu sa ruine totale. C'est un des ressorts de la nature, qui reprend toujours sa force : c'est lui qui a formé le code des nations ». On révère partout la loi et ses ministres ; les fils respectent les pères et en héritent ; partout, sauf en quelques pays européens [la Suisse, Voltaire étant catholique !], un étranger peut acheter une terre ; et seuls les États chrétiens pratiquent le « barbare droit d'aubaine, par lequel un étranger voit passer le bien de son père au fisc royal ». Partout, les lois veillent au « maintien des familles », y compris en Orient. « Il y a partout un frein imposé au pouvoir arbitraire, par la loi, par les usages, ou par les mœurs ». « La religion enseigne la même morale à tous les peuples sans aucune exception » : « les cérémonies asiatiques sont bizarres, les croyances absurdes, mais les préceptes justes ». Les sacrifices humains furent universels, mais rares, et ne sont pas « un précepte religieux qui influe sur la société »<sup>4</sup>.

Neuvième conclusion : « Il résulte de ce tableau que tout ce qui tient intimement à la nature humaine se ressemble d'un bout de l'univers à l'autre ; que tout ce qui peut dépendre de la coutume est différent, et que c'est un hasard s'il se ressemble. L'empire de la coutume est bien plus vaste que celui de la nature ». La nature unifie, la coutume diversifie. Comme la nature a mis dans le cœur humain toutes les passions, il est normal que l'histoire soit « une suite presque continue de crimes et de désastres ». Mais « La coutume a fait que le mal a été opéré partout d'une manière différente ». (Est-il besoin de souligner que le couple Nature-Coutume ne saurait trouver place, en tout cas une place centrale, au sein de la méthode des rapports, ni l'Histoire se ramener à une accumulation de « crimes et de désastres », au demeurant contrariée par le thème malebranchien d'un secret « amour de l'ordre » ? Sur ce dernier point, cependant, l'amour de l'ordre peut répondre au principe de conservation voulu par Dieu et inscrit, selon *l'Esprit des lois*, dans la création du droit, I, 1 et 3).

Dixième constatation : sur 900 ans, l'Europe « est incomparablement plus peuplée, plus civilisée, plus riche, plus éclairée ». Une des causes du peuplement tient à ce que dans les guerres, « on n'a point transporté les nations vaincues ». Mais sans ces guerres faites par caprice, sans l'enterrement inutile de tant d'êtres humains dans les couvents, « Dans quel état florissant serait donc l'Europe ! ». Heureusement, les armées permanentes, ce mal d'où sort un bien, retirent les peuples des joutes guerrières entre princes. Pour les guerres civiles, on les répare toujours, car l'industrie humaine l'emporte sur la destruction : « Quand une nation connaît les arts, quand elle n'est point subjuguée et transportée par les étrangers, elle sort aisément de ses ruines, et

---

4. Voir plus bas pour un commentaire.

se rétablit toujours ». (Dernière phrase. Il ne s'agit donc pas de conserver l'esprit des lois, mais de libérer l'essor humain sur toute la surface du globe).

## L'ÉNIGME DE L'HISTOIRE

Ce résumé du « Résumé » montre ce qu'est pour Voltaire une philosophie de l'Histoire : tout le contraire d'une systématique, qu'elle soit de type jusnaturaliste ou tendue, comme chez Montesquieu, vers la recherche de lois-rapports propres à des totalités socio-politiques homogènes et spécifiques, obéissant à leur logique interne pour se conserver ou se transformer. La différence des régimes importe infiniment moins à Voltaire que celle des temps. S'il admet l'hétérogénéité de l'Asie et de l'Europe, il refuse et de la rapporter d'abord au climat, et d'en faire une opposition entre bien et mal politique. En fait, il récuse l'idée d'un pouvoir purement despotique, destructeur des liens humains, tel que Montesquieu en construit l'étrange et fascinant modèle. Mais il va bien plus loin. Les quelques lois qu'il dégage en bout de course n'ont en réalité rien à voir avec celles de *l'Esprit des lois*. Alors qu'il a tant œuvré pour la diffusion de Newton en France, il manifeste une invincible hostilité à tout traitement de l'Histoire et de la politique sur le modèle des sciences de la nature.

Bien entendu, ce n'est pas dans ces termes qu'il pense la question. La démarche d'un Montesquieu lui paraît de toute évidence trop systématique, autrement dit « métaphysique », autrement dit illusoire, aussitôt démentie par les faits. Comme il le dit dès les *Lettres philosophiques* (1734), *l'Esprit des lois* appartiendrait à ces « romans de l'imagination » qui ponctuent l'histoire sans histoire de la philosophie, du divin Platon au sublime Leibniz, romans déclassés sans recours par la *sage et modeste* entreprise lockéenne de *l'Essai sur l'entendement*, qui, pour la première fois selon Voltaire, sépare enfin ce qu'on peut savoir de ce qu'on ne saura jamais (Lettre XIII).

L'Histoire ne se plie pas aux lois qu'une raison dogmatique prétend lui imposer. Bouffonne et sanglante, absurde et cruelle, elle n'a rien à voir avec le cosmos ordonné par Newton, car conçu selon les vues d'un Dieu géomètre. Ce que Voltaire nous propose dans *l'Essai sur les mœurs*, c'est l'alliance déconcertante d'un scepticisme libertin (au sens du xvii<sup>e</sup> siècle) avec les valeurs des Lumières ! L'Histoire, lieu du chaos et des fables, abandonné de Dieu qui laisse jouer la nature humaine, obéit pourtant à une pulsion d'« ordre », c'est-à-dire d'activité industrielle, réparatrice. Il ne s'agit en rien de l'ordre intelligible, car régi par des lois, postulé chez Montesquieu, où tout s'éclaire et s'ordonne brusquement à la lumière des « principes » directeurs enfin découverts (préface). L'ordre voltairien désigne une passion, un instinct, celle de la ruche au travail. Carnassière, folle, bouffonne, la race humaine est aussi industrielle. Cette dernière capacité se mesure à la place des « arts »

*Annuaire de l'Institut Michel Villey - Volume 2 - 2010*

(mécaniques et artistiques) dans telle société à tel moment historique sous tel gouvernement éclairé.

Guerres, superstitions, fanatisme, folies – l'absurdité humaine – cèdent et doivent céder à l'infatigable besoin d'agir. *Il faut cultiver notre jardin*. Il le faut, car c'est de nature. Inscrit dans la nature comme toutes les passions, ce besoin soulève le genre humain et combat l'autre penchant tout aussi naturel et universel, celui de destruction, mais l'emporte en définitive par sa vivacité. On reconstruit toujours plus vite qu'on ne parvient à ruiner, on peuple plus qu'on n'extermine. Tout se passe comme si la nature voulait se conserver. Comme le dira Napoléon : *Une nuit de Paris réparera tout cela*.

Il serait cependant illusoire de parler d'une philosophie du progrès, qui suppose, on le verra, une progression nettement scandée, et irréversible. Rien de tel chez Voltaire. Il faut attendre la notion de perfectibilité, ici tout à fait absente, et même impensable dans une conception essentiellement sceptique de l'Histoire, propice au sarcasme, et à l'horreur. Ce qui interdit aussi l'idée ultérieure de progrès, c'est que chaque prince éclairé, selon Voltaire, *à quelque moment de l'Histoire que ce soit, et où que ce soit*, peut par son énergie et les lumières naturelles, faire fleurir le jardin dont il a la charge, « comme on découvre des habitations répandues ça et là dans des déserts sauvages » (chap. 197). Il faut seulement, tel Candide dans sa métairie, mettre les hommes au travail.

Les Lumières ne sont pas au bout d'un processus, elles sont toujours déjà là, à portée de main. Il suffit de bon sens, et, encore une fois, d'énergie, de volonté, de courage chez les princes. Tout peut alors éclore d'un coup, loin des prêtres et des conquérants : commerce, arts, culture. Nulle fatalité, nul déterminisme rigoureux, qu'ils soient liés au régime politique ou climatique, aux mœurs ou aux lois. De sorte que, autre paradoxe, Voltaire peut joindre l'empire éclaté de la coutume, thème sceptique, avec l'universalité fondamentale de la morale, sous la diversité des rites religieux et des codes juridiques. Bref, la philosophie voltairienne de l'Histoire rejette comme *a priori* tout l'effort de *l'Esprit des lois*, et ne partagerait avec le droit naturel que l'idée d'une loi morale universelle. Réduite à un seul axiome : Fais à autrui ce que tu voudrais qu'il te fasse. Ou : Ne fais pas...

Mais cette morale universelle ne relève pas chez lui du travail de la raison déductive, elle n'a pas à construire une systématique en règle. Elle est déjà à l'œuvre, partout et toujours, car inscrite dans notre nature. La morale est un instinct humain, aussi actif et originel que l'instinct sexuel. *On n'a donc nul besoin d'une science du gouvernement*. La politique est une affaire pratique, l'exercice du bon sens animé par la volonté d'aider le genre humain dans ses activités pacifiques, en réprimant les pêcheurs en eaux troubles. Ce qu'il nous faut, ce sont de bons princes, éclairés par des philosophes raisonnables. Il y en a eu, il y en a encore. À Berlin. À Saint-Pétersbourg. À Pékin. Et même à

Ferney. Qu'ils œuvrent, et tout ira mieux, sinon au mieux. Le meilleur gouvernement est celui du meilleur souverain. Et le meilleur prince, celui qui soutient le commerce, l'agriculture et les arts (utiles et agréables). Recette simple, mais hélas peu fréquente. Aux *sciences morales et politiques*, aux lois-rapports, aux contrats sociaux, aux systèmes clé en main montés dans les mansardes, une seule réponse : le rire.

Soit. Mais Voltaire a-t-il répondu à sa cinquième et pertinente question, encore en débat de nos jours : pourquoi la stagnation turque et l'essor européen ? Il se trouve acculé, on l'a vu, à invoquer le... climat de la Tartarie, d'où viennent les Turcs, et de la Thrace, d'où ils commandent leur empire. *Damned* ! La thèse est nettement plus raide que celle de Montesquieu, qui dérive du climat (plus exactement, de la géographie) toute une structure socio-politique, appelée despotisme, et ne la réduit pas, assez étrangement, à deux régions occupées tour à tour par le même peuple ! Parodie ? Il ne semble pas, puisque l'historien conclut aussitôt sur une proposition grandiose : « Trois choses influent sans cesse sur l'esprit des hommes : le climat, le gouvernement et la religion, c'est la seule manière d'expliquer l'énigme de ce monde ». Mais comment influent-elles, et surtout, comment entrent-elles en... rapport, selon quelle logique d'interdépendance ? Comment juger de l'impact des gouvernements sans définir leur structure, leur pente, ce dont semble se moquer la quatrième remarque ? Des questions que se pose Montesquieu, force est d'avouer que Voltaire ne dit guère, qu'il ouvre un abîme sous nos pieds, sans se soucier de lancer la moindre passerelle.

Il y a donc bien « énigme ». Voltaire n'en disconvient pas, lui qui a écrit *Le Philosophe ignorant*. Mais alors, pourquoi ne pas aller jusqu'au bout, et prétendre lever le mystère que l'Histoire, nouveau Sphinx, soumet à l'esprit humain, au moment même où on l'épaissit sous couleur de l'éclairer ? Tout se passe comme si le dernier chapitre s'écrivait, malgré les railleries, sous la poussée souterraine, sans doute même insue, de l'auteur de *l'Esprit des lois*. Voltaire, *in extremis*, part à la recherche de lois qu'il ne peut, ni ne veut trouver.

Imaginons cependant sa réplique (opération peu courante dès qu'il s'agit du roi des ricaneurs). Il pourrait répondre que sa proposition est au contraire plus souple que celle de Montesquieu, puisqu'il réduit l'influence du climat à un seul peuple, les Turcs, malheureusement maîtres d'un empire ! La fatalité climatique qui pèse sur eux, d'une région apathique vers l'autre, lui permet de prendre en compte la stagnation ottomane, sans devoir englober l'Inde et la Chine. Il dissocie l'Orient et l'Asie, dont *l'Esprit des lois* est obligé de faire un bloc homogène sous le concept de despotisme. De plus, en ramenant l'incurie turque à l'emprise directe du climat sur le « génie » de cette nation, il peut faire l'économie du despotisme tel que Montesquieu l'élabore : les Turcs passent de l'état de horde ou de république à celui d'empire sans changer d'esprit. C'est

*Annuaire de l'Institut Michel Villey - Volume 2 - 2010*

un malheur, mais local, et peut-être pas irrémédiable. D'autant que leur religion pêche moins par le fanatisme intolérant que le christianisme.

Aucun lecteur ne saurait reprocher à l'historien brusquement méditatif de rencontrer de l'ombre dans le gouffre de l'Histoire. Qu'il avoue son insatisfaction devant les explications de Montesquieu ; qu'il doute de l'existence d'un pouvoir intégralement pervers, totalement désintégrateur des relations humaines ; qu'il mette en question, même, l'influence écrasante des formes de gouvernement ; qu'il soit beaucoup plus attentif aux sciences et techniques, aux avancées ou reculs intellectuels, mis de côté par *l'Esprit des lois*, rien de cela ne compromet son intelligence critique. Mais à en rester là, on passe à côté de l'essentiel, faute de toucher au fond de sa philosophie. L'énigme de l'Histoire, expédiée en deux lignes, ou plutôt trois mots juxtaposés (gouvernement, religion, climat), renvoie à sa philosophie de la connaissance.

L'homme ne peut percer les vrais secrets de l'univers, entrer dans les conseils de Dieu, comme le croyaient les intrépides philosophes du siècle précédent, et même l'évêque de Meaux. Il n'en a d'ailleurs pas besoin : Voltaire n'attend rien d'une culture acharnée de la science pour la science. Il n'accorde aucune valorisation prométhéenne à la recherche infatigable des connaissances. L'effort de Montesquieu, fondé sur du sable, ne mène à rien, parce qu'il outrepassa ce qui est donné à notre faible raison, s'évade du jardin. Aux lois-rapports, Voltaire substitue des faits, ou plutôt les quelques *généralités empiriques* dont se trame le chapitre 197, conforme à l'épistémologie expérimentale qu'il attribue à Locke. On en sait bien assez. Il est temps d'agir.

Le sidérant laconisme de la cinquième réflexion, où s'engage toute la philosophie politique à tirer de l'Histoire, s'enracine dans la limitation infranchissable de l'esprit humain : séparé de Dieu, embarqué pour un voyage inconnu, comme les souris du sultan dans les cales aveugles de ses bateaux, comme Candide et ses compagnons dans leur jardin clos. Espace circonscrit mais fécond, car à la mesure humaine, purgé de ses folles ambitions métaphysiques. À vouloir égaler l'omniscience divine, la raison s'égare. La philosophie politique et l'Histoire n'échappent pas à ce leit-motiv voltairien. C'est pourquoi Voltaire refuse de transformer en loi les progrès qu'il constate sur 900 ans.

Pour interpréter l'Histoire, l'époque des Lumières françaises propose donc plusieurs modèles épistémologiques différents. La méthode voltairienne, purement empirique, de caractère sceptique quoique animée par de fortes valeurs humanistes et la confiance dans l'action civilisatrice des grands hommes. À la fois hostile au providentialisme et au jusnaturalisme. La méthode pré-sociologique de Montesquieu. La méthode de Mably, qui interroge les faits à la lumière du droit naturel. La méthode érudite, sous le patronage de Mabillon, dont se réclament des ordres religieux déclinants, mais aussi des sociétés locales en plein essor. La méthode Turgot-Condorcet,



*II • Montesquieu et la civilité - J. Goldzink*

ordonnée par la notion de perfectibilité de l'esprit humain. Quant à celle de Bossuet, lovée dans le discours clérical déversé dans des millions d'oreilles, elle attend la Révolution pour resurgir en force chez de Maistre. On est obligé d'admettre l'impossibilité de ramener les Lumières à des paradigmes communs. Mais que cette constatation a du mal à pénétrer les esprits, hostiles ou non ! Que de discours assurés sur les Lumières, sous lesquels le sol se dérobe à leur insu...<sup>5</sup>

---

5. Cet article constitue un chapitre d'un livre à paraître : *la Solitude de Montesquieu*, qui, en partant de Hobbes, Locke, Bossuet et Boulainvilliers, examine la trace de *l'Esprit des lois* dans la pensée française jusqu'à Tocqueville.

